

Cabale conservatrice dans l'Église canadienne

Élisabeth Garant

Number 813, Summer 2021

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/96099ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Garant, É. (2021). Cabale conservatrice dans l'Église canadienne. *Relations*, (813), 9–10.

Cette personne devrait aussi être informée des développements tout au long des procédures si elle choisit la voie de la judiciarisation.

Sur le plan structurel, le comité préconise une approche intégrée des services, visant tant l'arrimage des ressources que la prise en compte des divers domaines du droit (autres que criminel) touchés par la réalité de la violence conjugale et des agressions sexuelles (droits de la famille, du travail, de la protection de la jeunesse, du logement, de l'immigration, notamment). Fort bienvenue, cette orientation répond à un important besoin de sécurisation psychosociale des personnes victimes (et de leurs enfants) mis de l'avant par les acteurs communautaires.

Enfin, le rapport innove en suggérant la création de plusieurs institutions, en particulier d'un «tribunal spécialisé» ayant pour mandat de favoriser la mise en œuvre intégrée des diverses recommandations relevant du processus judiciaire et la mise sur pied, par le gouvernement, d'un Secrétariat à la coordination et à l'intégration des actions en matière de violences sexuelles et conjugales. Mentionnons également les différents projets pilotes proposés par le Comité d'experts, dont la création d'un Centre de services intégrés pour les victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale et de Centres intégrés de services holistiques des Premières Nations et Inuits, sans oublier l'initiative «une famille, un juge» pour traiter des dossiers relevant du droit criminel et du droit de la jeunesse, et la mise en place de postes de «coordonnateurs judiciaires» au sein des tribunaux.

Ces mesures sont essentielles à l'atteinte des cibles proposées dans les 190 recommandations que contient le rapport. Le fait que ce document s'adresse à un public suffisamment spécialisé, mais néanmoins plus large que les seuls juristes, aidera les organismes de défense des droits aussi bien que les décideurs, qu'il vise au premier chef, à s'en saisir. ☺

1. Le rapport et sa synthèse sont disponibles sur le site Web du gouvernement du Québec.

CABALE CONSERVATRICE DANS L'ÉGLISE CANADIENNE

L'influence d'une minorité ultraconservatrice sur la Conférence des évêques catholiques du Canada et Développement et Paix continue ses ravages.

Élisabeth Garant

L'auteure est directrice du Centre justice et foi et de la revue *Relations*

La récente et fort inspirante encyclique *Fratelli tutti* du pape François consacre un chapitre à la parabole du bon Samaritain (Luc 10, 25-37). Elle «nous rappelle que nous ne pouvons laisser personne rester en «marge de la vie». Cela devrait nous indigner au point de nous faire perdre la sérénité, parce que nous aurions été perturbés par la souffrance humaine. C'est cela la dignité!» (§ 68). Cette dignité est le cœur de l'enseignement social de l'Église catholique et en unifie toutes les dimensions.

Il semble pourtant que cette injonction fondamentale et ce principe central n'ont d'aucune façon servi de balises aux personnes qui ont initié et mené pendant plus de trois ans un processus inquisitoire envers 63 partenaires de l'organisme de solidarité internationale Développement et Paix (D&P). Ces derniers sont accusés par le site catholique ultraconservateur LifeSiteNews de se montrer favorables à l'avortement dans certaines de leurs prises de position, dans leurs actions ou dans leur travail en coalition avec des groupes de la société civile¹.

Le 25 février dernier, un communiqué conjoint de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) et de D&P annonçait la fin de ce soi-disant examen. Il indiquait que 44 partenariats ne seraient pas poursuivis (et

donc que ces organisations n'auraient plus accès à un financement souvent vital), dont 24 avec des organisations du Sud qui n'avaient pu fournir des réponses jugées suffisantes par les enquêteurs. Aucun rapport n'a été rendu public, aucune volonté de transparence sur le processus et ses résultats n'a été manifestée, et aucune excuse n'a été présentée à la vingtaine de partenaires dont les réponses semblent avoir été satisfaisantes. Aucune marque de reconnaissance n'a été exprimée à toutes ces organisations qui se consacrent pourtant courageusement à ne laisser personne «en marge de la vie» et à redonner la dignité aux personnes les plus souffrantes de l'humanité.

Malgré le climat d'omerté qui règne à D&P au sujet de l'enquête, *Présence Information religieuse* a tout de même réussi à mettre la main sur une copie dénominalisée du rapport et à en dévoiler l'essentiel le 8 mars dernier². Il semble d'ailleurs que ce soit sur la base de ce rapport, qui n'indiquait même pas le nom des partenaires, que le Conseil national aurait accepté les décisions de l'enquête. On y confirme que les accusations témoignent d'une seule préoccupation, celle pour les questions de sexualité, et que l'engagement des partenaires en regard de l'enseignement social de l'Église n'a jamais été pris en considération. On comprend dès lors de qui les décideurs et exécutants de toute cette croisade se sont fait proches, s'éloignant de l'esprit de Vatican II qui enjoignait pourtant les chrétiens et chrétiennes à une collaboration large avec les mouvements sociaux. Les ténors de LifeSiteNews jubilent et poussent même l'arrogance jusqu'à demander maintenant des excuses aux évêques pour ne pas les avoir écoutés plus tôt.

Par ailleurs, le 9 mars dernier, un comité de la CECC rendait publique une note exprimant la préoccupation des évêques face aux vaccins contre la COVID-19 produits par AstraZeneca et Johnson & Johnson, qui auraient fait usage de cellules souche d'embryon dans leur élaboration. Cette information, qui s'est finalement révélée sans fondement scientifique, trahit encore une fois l'action de la droite

catholique. De plus en plus visible même si minoritaire, celle-ci bénéficie de l'attention d'acteurs influents de la conférence épiscopale se faisant le relais de ce genre de plaidoyer ultra-conservateur.

Plutôt que d'y aller de cette sortie publique déplorable en ces temps de pandémie, la hiérarchie catholique canadienne aurait mieux fait de dénoncer l'accès inégal aux vaccins. Elle aurait aussi pu signaler le fait qu'une fois de plus, les pays les plus riches se servent les premiers au détriment d'un partage équitable pouvant assurer la protection de toutes et tous. De plus, si elle tenait à condamner les pratiques répréhensibles de l'industrie pharmaceutique, ce ne sont pas les vrais enjeux moraux et éthiques qui manquent : nul besoin d'en inventer. Encore une fois, on peut s'interroger sur le choix des personnes que certains prélats et membres du personnel de la CECC choisissent d'écouter en ces temps de crise.

Heureusement, la note de la CECC, contrairement au communiqué concernant les partenaires de D&P, a suscité une réaction rapide et sans équivoque de la part de nombreux évêques, principalement ceux du Québec, qui se sont distancés du message. Il faut espérer que cette saine dissidence, qui s'est enfin exprimée publiquement, permette des remises en question fondamentales sur les dynamiques en cours à la CECC et à propos de celles et ceux dont l'Église veut se faire le prochain. 🍷

1. Voir E. Garant, « Développement et Paix : la saga se poursuit », *Relations*, n° 808, mai-juin 2020.

2. Philippe Vaillancourt, « Développement et Paix : voici pourquoi les partenaires ont été rejetés », *Présence-Info*, 8 mars 2021 [en ligne].

VICTOIRE DE LA GAUCHE SOUVERAINISTE AU KOSOVO

Une position beaucoup plus ferme du Kosovo face à la Serbie, qui refuse toujours d'en reconnaître pleinement l'indépendance, est attendue.

Arber Fetiu

L'auteur est chercheur indépendant

En février dernier, une tempête électorale a secoué le Kosovo, trois jours avant les célébrations de l'indépendance, chamboulant le paysage politique de ce jeune État. Le 14 du mois, le parti indépendantiste de gauche Vetëvendosje (« Autodétermination »), écarté du pouvoir moins d'un an plus tôt, a remporté une victoire écrasante avec 50,2% des voix. Pour la première fois depuis l'indépendance proclamée en 2008, non seulement un parti politique obtient la majorité au Parlement, mais les femmes y sont largement représentées puisqu'elles obtiennent 44 des 120 sièges, dont 11 grâce au système de quotas paritaires.

Fin 2019, après presque une décennie dans l'opposition, Vetëvendosje (VV) arrivait à former et diriger un gouvernement de coalition avec le plus ancien parti politique du pays, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), réputée de centre-droit, après des mois de négociations. Cependant, avant même d'atteindre deux mois au pouvoir, la coalition s'effondrait en raison de désaccords sur la déclaration de l'« état d'urgence » lié à la pandémie. En mars 2020, la LDK déposait une motion de censure qui a entraîné la chute du premier gouvernement dirigé par Albin Kurti, le chef de VV. Le chef du groupe parlementaire dirigé par la LDK, Avdullah Hoti, était chargé du mandat de former un nouveau gouvernement.

Les raisons de l'effritement de la coalition menée par VV sont plus complexes qu'il n'y paraît. Vetëvendosje avait mené sa campagne de 2019 en promettant, entre autres, d'appliquer des « mesures de réciprocité » vis-à-vis de la Serbie afin de riposter aux barrières non tarifaires que celle-ci imposait aux marchandises du Kosovo. Cette promesse n'a pas plu à l'ambassadeur américain en Allemagne, Richard Grenell, désigné comme envoyé spécial de Donald Trump pour les négociations entre le Kosovo et la Serbie, qui souhaitait rapidement un accord de normalisation entre les deux pays, à l'approche des élections américaines.

Trump avait appelé en décembre 2018 à une rencontre « historique » à Washington entre le président du Kosovo, Hashim Thaçi, et celui de la Serbie, Aleksandar Vučić, afin de parvenir à un accord. Pour le premier ministre Albin Kurti, cet accord devait inévitablement comporter un échange territorial (pour obtenir une partie du nord du Kosovo peuplée principalement de Serbes, la Serbie devait lui céder trois municipalités du sud, peuplées d'Albanais). Contrairement au président Thaçi, l'ambassadeur Grenell n'a pas trouvé en Kurti un partenaire facile, ce dernier étant peu enclin à céder aux pressions visant à lever les mesures de réciprocité ou à redessiner arbitrairement la carte du Kosovo. D'où les manœuvres de Grenell en faveur du dépôt de la motion de censure de la LDK et la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale, en juin 2020, qui aura été elle aussi de courte durée.

Précisons qu'à la fin des années 1990, Albin Kurti, alors vice-président de l'Union des étudiants de l'Université de Prishtina, fut un acteur majeur des manifestations étudiantes contre l'occupation serbe. Il occupa ensuite des fonctions importantes au sein de l'Armée de libération du Kosovo et fut prisonnier d'opinion sous le régime colonial de Slobodan Milošević au Kosovo. Libéré après près de trois ans d'emprisonnement, il fonde Vetëvendosje en 2005, un mouvement qui a vivement contesté, avant l'indépendance de 2008, le régime néocolonial de l'administration des Nations unies